



## Message 2018-DSAS-37

29 juin 2020

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi portant adhésion aux modifications de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS)

#### 1. Introduction

Le réseau institutionnel fribourgeois est dense et permet dans une large mesure la prise en charge des personnes domiciliées dans le canton. Toutefois, afin de tenir compte des besoins spécifiques de la personne mais aussi pour des raisons linguistiques notamment, il peut s'avérer nécessaire qu'un Fribourgeois ou une Fribourgeoise bénéficie de l'offre de prestations d'une institution située hors canton ou, inversement, qu'une prestation offerte dans le canton de Fribourg puisse être dispensée en faveur d'une personne qui n'y est pas domiciliée. La convention intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (ci-après: CIIS) facilite ces placements hors cantons. Elle établit des règles afférant à la prise en charge des frais d'un séjour hors canton et à la collaboration des cantons dans le domaine des institutions spécialisées. La CIIS contribue aussi à une prise en charge adéquate des bénéficiaires hors canton en fixant des exigences de qualité et en facilitant la planification de l'offre de prestations.

Tous les cantons ainsi que la Principauté du Liechtenstein ont adhéré à la CIIS. Par décret du 10 février 2004, le canton de Fribourg y a adhéré pour l'ensemble des domaines des institutions sociales (A, B, C et D), avec une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2006. La CIIS a déjà fait l'objet de modifications approuvées en 2010 par le Grand Conseil fribourgeois et entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Le domaine A de la CIIS concerne les institutions de type résidentiel accueillant des mineur-e-s et des jeunes adultes. Il concerne également les séjours ordonnés en vertu du droit pénal des mineurs.

En vertu de la CIIS, c'est le canton de domicile de la personne sollicitant les prestations qui prend en charge le coût du placement. Conformément à l'article 4 let. d de la CIIS, le canton de domicile est défini comme étant celui où la personne a son domicile légal. Celui-ci est défini à l'article 23 al. 1 du Code civil suisse (CC; RS 210) comme étant le lieu où la personne réside avec l'intention de s'y établir. L'article 25 CC règle quant à lui le domicile des mineur-e-s, précisant que «l'enfant sous autorité parentale partage le domicile de ses père et mère ou, en l'absence de domicile commun des père et mère, le domicile de celui de ses parents qui détient

la garde; subsidiairement, son domicile est déterminé par le lieu de sa résidence».

Ainsi, ces dernières années, la référence à la notion de domicile civil a suscité différents litiges dans le domaine A, notamment en lien avec l'autorité parentale conjointe. En effet, d'importantes questions juridiques concernant la définition du domicile civil des mineur-e-s n'ont pas été éclaircies. Il n'est ainsi pas rare que le domicile d'une personne se trouve au lieu de l'institution, ce qui implique que le canton en charge du financement de cette institution soit aussi le répondant financier pour le placement de cette personne (canton répondant). Ceci va à l'encontre de l'esprit et de la finalité de la CIIS. La même problématique peut surgir lorsqu'une personne devient majeure alors qu'elle séjourne dans une institution et, en vertu de l'article 23 al. 2 CC, établit son domicile dans la commune où se situe l'institution. Le 21 novembre 2017, le Tribunal fédéral a statué sur un litige (ATF 143 V 451) concernant la compétence financière relative à l'hébergement d'un enfant en institution du domaine A de la CIIS. L'arrêt du Tribunal fédéral démontrait que l'application de l'article 4 let. d de la CIIS pouvait empêcher ou du moins rendre excessivement difficile un hébergement ordonné en vertu de l'article 310 al. 1 CC. Il démontre ainsi sans ambiguïté la nécessité de modifier la CIIS.

Avec la modification proposée, la CIIS est adaptée de manière à éviter la pénalisation du canton répondant dans le domaine A de la CIIS, malgré la constitution de domicile par une personne mineure au lieu de situation d'un établissement au sens de l'article 25 al. 1 CC, deuxième partie de la phrase. Cet objectif est conforme à l'esprit de l'arrêt du Tribunal fédéral.

#### 2. Eléments essentiels du projet

Le projet de loi vise à approuver les modifications adoptées par la Conférence de la convention CIIS en date du 23 novembre 2018 (annexe 1). Celles-ci concernent essentiellement la question de la compétence des cantons pour la garantie de prise en charge des frais en cas de changement de domicile légal d'une personne mineure ou d'un ou d'une jeune adulte dans le domaine A et doivent mettre fin aux incertitudes existant à ce propos.

Ainsi par exemple, lorsque le droit de déterminer le lieu de résidence des enfants mineur-e-s a été retiré aux parents en application de l'article 310 CC, lorsque la garde n'a pas été attribuée formellement bien que celle-ci s'exerçait selon un modèle de garde alternée avant le placement en institution ou lorsque l'enfant, hébergé-e dans une famille d'accueil avait déjà un domicile indépendant de celui de ses parents en son lieu de résidence, le domicile légal de l'enfant placé-e en institution est celui de son lieu de résidence, c'est-à-dire le lieu où se situe l'institution. Dans ces cas, le nouvel alinéa 5 al. 1 bis de la CIIS permet d'éviter que le canton où se situe l'institution doive prendre en charge les frais de placement de l'enfant parce que celui-ci, préalablement domicilié dans un autre canton, est considéré comme y étant domicilié en raison de son placement.

Ce nouvel alinéa ne s'applique en revanche pas lorsqu'un seul des deux parents détient l'autorité parentale, lorsque les parents exercent conjointement l'autorité parentale mais sont tous les deux domiciliés dans le même canton ou lorsque la garde est attribuée de manière exclusive à l'un des deux parents. Dans de tels cas, le domicile légal de la personne mineure ne se trouve pas modifié par le fait de son placement en institution dans un autre canton.

### **3. Commentaires des dispositions modifiées**

Ce commentaire synthétise les modifications adoptées le 23 novembre 2018. Pour un commentaire détaillé, il est renvoyé aux explications de la CDAS (cf. annexe 2).

Une note de pied de page se référant à la date de l'acte législatif et ne figurant pas dans le texte de la CIIS publié dans le ROF a en outre été ajoutée.

#### **Art. 2 al. 1 let. a 2<sup>e</sup> phrase**

La modification concerne l'augmentation de la limite d'âge dans les institutions socio-éducatives de 22 ans à 25 ans révolus, en raison de la modification de l'article 19 al. 2 de la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMIn; RS 311.1).

#### **Art. 5 al. 1<sup>bis</sup>**

La nouvelle réglementation ne remet pas en cause la possibilité pour un ou une mineur-e d'avoir son domicile au lieu où se situe l'institution dans laquelle il ou elle réside, mais elle rattache dans ce cas la compétence financière à son dernier domicile dérivé de celui de ses parents ou de l'un d'entre eux. Elle s'applique dans des situations définies comme «subsidiaries» au sens de l'article 25 al. 1 CC ou lorsque l'autorité de protection du ou de la mineur-e établi ou reprend une mesure de tutelle au lieu de résident (art. 25 al. 2).

#### **Art. 39 (nouveau titre): Entrée en vigueur de la CIIS du 13 décembre 2002**

L'article 39 de la CIIS est complété par un titre, le point VI.III contenant désormais deux articles.

#### **Art. 39<sup>bis</sup> Entrée en vigueur de la révision partielle de la CIIS du 23 novembre 2018 (nouveau)**

Alinéa 1: Disposition transitoire déterminant à partir de quand les dispositions modifiées de la CIIS produisent leurs effets juridiques et ce qu'il advient des placements en cours. La dérogation prévue à l'article 5 al. 1 bis est applicable à tous les placements en cours et aux nouvelles garanties de prise en charge des coûts. Les garanties de prise en charge des coûts existantes pour lesquelles la nouvelle dérogation amène à un changement de la compétence ne seront plus valables. Il n'est donc pas nécessaire de les résilier. Il ne peut en revanche pas être exigé que les coûts encourus jusqu'à présent soient versés rétroactivement en raison du changement de compétence.

Alinéa 2: Sur le modèle de l'article 14 Cst. (RS 101) sur la péréquation financière et la compensation des charges du 3 octobre 2002, 18 cantons signataires doivent approuver la révision partielle pour que celle-ci entre en vigueur.

Alinéa 3: L'entrée en vigueur est fixée dans le délai d'un an, après avoir atteint le quorum, conformément à l'alinéa 2.

En date du 5 mars 2020, le Comité de la Conférence de la convention CIIS a fixé l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2020.

### **4. Incidences**

#### **4.1. Conséquences financières et en personnel**

Le projet de loi n'engendre pas de conséquences en personnel, la modification de la CIIS n'entraînant pas de nouvelles tâches pour le canton, mais avant tout une clarification des compétences en matière de garantie de prise en charge dans le domaine A. Les conséquences financières dépendent des situations concrètes pouvant varier d'une année à l'autre, à charge ou à décharge du canton de Fribourg.

#### **4.2. Influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes**

Le projet de loi n'a pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

#### **4.3. Effets sur le développement durable**

La modification de la CIIS a trait à la garantie de prise en charge des frais. Le projet de loi n'a dès lors pas d'effets sur le développement durable.

#### **4.4. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité**

Le projet de loi est conforme au droit fédéral et ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

#### **4.5. Referendums législatifs et financiers**

Le projet de loi est soumis au referendum législatif facultatif. Il n'est pas soumis au referendum financier (cf. ch. 4.1).

### **5. Conclusion**

En vertu des motifs qui précèdent, le Conseil d'Etat vous invite à adopter ce projet de loi.

---

#### **Annexes**

- > Annexe 1: Révision partielle du 23 novembre 2018 de la CIIS: synopsis du droit en vigueur et du nouveau droit
- > Annexe 2: Révision partielle de la CIIS du 23 novembre 2018: explications.



## Botschaft 2018-DSAS-37

29. Juni 2020

# des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über den Beitritt zu den Änderungen der Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE)

## 1. Einführung

Freiburg verfügt über ein dichtes Netz von Einrichtungen für die Betreuung der im Kanton wohnhaften Menschen. Aufgrund der spezifischen Bedürfnisse einzelner Personen, aber auch aus sprachlichen Gründen kann es jedoch vorkommen, dass eine Freiburgerin oder ein Freiburger auf das Leistungsangebot ausserhalb des Kantons angewiesen ist oder dass umgekehrt eine im Kanton Freiburg angebotene Leistung Personen zur Verfügung gestellt wird, die nicht in unserem Kanton wohnhaft sind. Die Interkantonale Vereinbarung vom 13. Dezember 2002 für soziale Einrichtungen (IVSE) erleichtert solche ausserkantonalen Platzierungen. Sie enthält Vorschriften für die Übernahme der Kosten eines ausserkantonalen Aufenthalts und über die Zusammenarbeit der Kantone im Bereich der sozialen Einrichtungen. Auch trägt die IVSE zu einer bedarfsgerechten Betreuung der ausserkantonalen Bezügerinnen und Bezüger bei, indem sie Qualitätsanforderungen festlegt und die Planung des Leistungsangebots erleichtert.

Alle Kantone und das Fürstentum Lichtenstein gehören der IVSE an. Mit Dekret vom 10. Februar 2004 ist der Kanton Freiburg der Vereinbarung mit all seinen Bereichen von sozialen Einrichtungen (A, B, C und D) per 1. Januar 2006 beigetreten. Im Jahre 2010 sind schon verschiedene Änderungen an der IVSE durch den Freiburger Grossen Rat angenommen worden, die am 1. Januar 2011 in Kraft getreten sind.

Der Bereich A der IVSE betrifft stationäre Einrichtungen für Minderjährige und junge Erwachsene. Darin eingeschlossen sind Aufenthalte, die im Rahmen des Jugendstrafrechts angeordnet werden.

Die IVSE sieht vor, dass der Wohnkanton der Person, welche die Leistungen beansprucht, die Kosten der Platzierung übernimmt. Der Wohnkanton wird gemäss Artikel 4 Buchstabe d IVSE anhand des zivilrechtlichen Wohnsitzes bestimmt. Dieser ist in Artikel 23 Abs. 1 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB; SR 210) als der Ort definiert, an dem die Person beabsichtigt, sich niederzulassen. Artikel 25 ZGB regelt den Wohnsitz von Minderjährigen und besagt, dass als Wohnsitz des Kindes unter elterlicher Sorge der Wohnsitz der Eltern oder, wenn die Eltern keinen gemeinsamen Wohnsitz haben, der Wohnsitz des Elternteils, unter dessen Obhut das

Kind steht, gilt; in den übrigen Fällen gilt sein Aufenthaltsort als Wohnsitz.

In den letzten Jahren hat das Konzept des zivilrechtlichen Wohnsitzes zu verschiedenen Streitigkeiten im Bereich A geführt, insbesondere in Fällen der gemeinsamen elterlichen Sorge. In der Tat sind wichtige rechtliche Fragen bezüglich der Definition des zivilrechtlichen Wohnsitzes von Minderjährigen nicht geklärt worden. Es ist daher nicht ungewöhnlich, dass sich der Wohnsitz einer Person am Standort der Einrichtung befindet, was bedeutet, dass der für die Finanzierung der Einrichtung zuständige Kanton (Standortkanton) auch für die Kosten der Platzierung aufkommen muss (Wohnkanton). Dies widerspricht dem Sinn und Zweck der IVSE. Das gleiche Problem kann sich stellen, wenn eine Person während ihres Aufenthalts in einer Einrichtung volljährig wird und nach Artikel 23 Abs. 2 ZGB ihren Wohnsitz in der Gemeinde begründet, in der sich die Einrichtung befindet. Am 21. November 2017 entschied das Bundesgericht über einen Streitfall (BGE 143 V 451) betreffend die finanzielle Zuständigkeit für die Unterbringung eines Kindes in einer Einrichtung im IVSE-Bereich A. Das Urteil des Bundesgerichts zeigte, dass die Anwendung von Artikel 4 Buchstabe d der IVSE eine nach Artikel 310 Absatz 1 ZGB angeordnete Unterbringung verhindern oder zumindest übermässig erschweren kann. Daraus ergibt sich die eindeutige Notwendigkeit einer Änderung der IVSE.

Mit der vorgeschlagenen Änderung wird die IVSE so angepasst, dass der Standortkanton im IVSE-Bereich A nicht benachteiligt wird, obwohl ein zivilrechtlicher Wohnsitz durch eine minderjährige Person im Sinne des zweiten Teils des Satzes von Artikel 25 Abs. 1 Satz 2 ZGB begründet wird. Dies entspricht der Absicht des Bundesgerichtsurteils.

## 2. Die Kernpunkte des Gesetzesentwurfs

Der vorliegende Gesetzesentwurf (Anhang 1) sieht die Ratifizierung der Änderungen der IVSE vor, welche die Vereinbarungskonferenz IVSE am 23. November 2018 verabschiedet hat. Betroffen ist einzig die Frage der Zuständigkeit der Kantone für die Kostenübernahme bei Unterbringungen im Bereich A im Falle eines Wechsels des Wohnsitzkantons von Minderjährigen und jungen Erwachsenen. Ziel der Revision ist es, die Rechtssicherheit zu erhöhen.

So ist zum Beispiel der zivilrechtliche Wohnsitz des in eine Einrichtung eingewiesenen Kindes sein Wohnort, d.h. der Ort, an dem sich die Einrichtung befindet, wenn das Recht, den Wohnort minderjähriger Kinder zu bestimmen, den Eltern nach Artikel 310 ZGB entzogen wurde, wenn das Sorgerecht nicht formell zugesprochen wurde, obwohl es vor der Unterbringung in einer Einrichtung nach einem Modell der wechselnden Obhut ausgeübt wurde, oder wenn das Kind, platziert in einer Pflegefamilie, an seinem Wohnort bereits einen von seinen Eltern unabhängigen zivilrechtlichen Wohnsitz hatte. In solchen Fällen verhindert der neue Absatz 5 Abs. 1bis der IVSE, dass der Kanton, in dem sich die Einrichtung befindet, die Kosten für die Unterbringung des Kindes tragen muss, weil das Kind, das zuvor in einem anderen Kanton wohnhaft war, aufgrund seiner Unterbringung in der Einrichtung einen neuen zivilrechtlichen Wohnsitz begründet.

Dieser neue Absatz findet jedoch keine Anwendung, wenn nur einer der beiden Elternteile die elterliche Sorge hat, wenn die Eltern die elterliche Sorge gemeinsam ausüben und beide im selben Kanton wohnen oder wenn das Sorgerecht ausschliesslich einem der beiden Elternteile übertragen wird. In solchen Fällen wird der zivilrechtliche Wohnsitz der minderjährigen Person nicht dadurch berührt, dass sie in einer Einrichtung in einem anderen Kanton untergebracht ist.

### **3. Kommentar zu den einzelnen Änderungen**

Dieser Kommentar fasst die Änderungen vom 23. November 2018 zusammen. Die detaillierten Ausführungen befinden sich im Anhang 2 (Erläuterungen der SODK).

Ausserdem wurde eine Fussnote hinzugefügt, die sich auf das Datum des Erlasses bezieht und im Text der in der ASF veröffentlichten IVSE fehlt.

#### **Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe a 2. Satz**

Diese Änderung betrifft die Erhöhung der Altersgrenze in den sozialpädagogischen Institutionen für Jugendliche und junge Erwachsene vom vollendeten 22. auf das vollendete 25. Altersjahr, was eine Anpassung an Artikel 19 Absatz 2 des Bundesgesetzes über das Jugendstrafrecht (SR 311.1) bedeutet.

#### **Artikel 5 Abs. 1<sup>bis</sup>**

Die neue Regelung verhindert nicht, dass eine minderjährige Person ihren Wohnsitz an dem Ort haben kann, an dem sich die Einrichtung befindet, in der sie wohnt. In diesem Fall bedeutet es aber, dass die finanzielle Zuständigkeit sich davon ableitet, wo ihre Eltern oder ein Elternteil ihren/seinen zivilrechtlichen Wohnsitz haben/hat. Die Regelung findet Anwendung in Situationen, die im Sinne von Artikel 25 Abs. 1 ZGB als «subsidiär» definiert werden, oder wenn

die Behörde zum Schutz der minderjährigen Person am Aufenthaltsort eine Vormundschaftsmassnahme einrichtet oder übernimmt (Art. 25 Abs. 2).

#### **Artikel 39 (neu Sachüberschrift): Inkrafttreten der IVSE vom 13. Dezember 2002**

Artikel 39 der IVSE muss neu mit einer Sachüberschrift ergänzt werden, weil die Ziffer VI.III neu zwei Artikel umfasst.

#### **Artikel 39<sup>bis</sup> Inkrafttreten der Teilrevision der IVSE vom 23. November 2018 (neu)**

Absatz 1: Übergangsbestimmung, die festlegt, ab wann die geänderten Bestimmungen der IVSE Rechtswirkung entfalten und was mit den bestehenden Platzierungen geschieht. Die in Artikel 5 Abs. 1a vorgesehene Ausnahmeregelung wird ab ihrem Inkrafttreten auf alle bestehenden Platzierungen und neuen Kostenübernahmegarantien anwendbar. Bestehende Kostenübernahmegarantien, für welche die neue Ausnahmeregelung zu einem Wechsel der Gerichtsbarkeit führt, sind nicht mehr gültig. Eine Kündigung ist somit nicht erforderlich. Bisher angefallene Kosten müssen infolge der Änderung der Gerichtsbarkeit nicht rückwirkend übernommen werden.

Absatz 2: In Anlehnung an Artikel 14 der Bundesverfassung (SR 101) über den Finanz- und Lastenausgleich vom 3. Oktober 2002 wird als Voraussetzung für das Inkrafttreten der Teilrevision vorgeschlagen, dass ihr mindestens 18 Vereinbarungskantone beitreten müssen.

Absatz 3: Nach Erreichen des Quorums muss gemäss Absatz 2 innerhalb eines Jahres der Zeitpunkt des Inkrafttretens festgelegt werden.

Am 5. März 2020 hat der Vorstand der Vereinbarungskonferenz IVSE das Inkrafttreten auf den 1. Juni 2020 festgelegt.

### **4. Auswirkungen**

#### **4.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen**

Das vorliegende Gesetz hat keine Auswirkungen auf Stellen und Personal. Die Änderungen der IVSE bringen keine neuen Aufgaben für den Kanton mit sich. Sie bedeuten einzig eine Klärung der Zuständigkeiten betreffend die Kostenübernahmen im Bereich A der IVSE. Die finanziellen Folgen, die den Kanton be- oder entlasten können, hängen von den konkreten Situationen ab, die von Jahr zu Jahr variieren.

## **4.2. Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden**

Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden.

## **4.3. Bewertung der nachhaltigen Entwicklung**

Da der vorliegende Gesetzesentwurf nur eine Anpassung der IVSE im Bereich der Kostenübernahme mit sich bringt, hat er keinen Einfluss auf die nachhaltige Entwicklung.

## **4.4. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht (Verfassung, Bundesrecht und europäische Normen)**

Der vorliegende Gesetzesentwurf stimmt mit dem Bundesrecht und mit den europäischen Normen überein.

## **4.5. Gesetzes- und Finanzreferendum**

Der vorliegende Gesetzesentwurf untersteht dem Gesetzesreferendum. Er untersteht nicht dem Finanzreferendum (vgl. Ziff. 4.1).

## **5. Schlussfolgerung**

Gestützt auf die vorangehenden Ausführungen lädt der Staatsrat Sie ein, dem vorliegenden Gesetzesentwurf zuzustimmen.

---

### **Beilagen**

- > Beilage 1: Teilrevision vom 23. November 2018 der IVSE:  
Synopsis des geltenden und neuen Rechts
- > Beilage 2: Teilrevision vom 23. November 2018 der IVSE:  
Erläuterungen

**Loi portant adhésion aux modifications  
de la convention intercantonale  
relative aux institutions sociales**

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): –  
Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 100 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu le message 2018-DSAS-37 du Conseil d'Etat du 29 juin 2020;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Le canton de Fribourg adhère aux modifications du 23 novembre 2018 de la convention intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (CIIS; RSF 834.0.4), dont la teneur est publiée dans l'Annexe 1 à la présente loi.

**Gesetz über den Beitritt zu den Änderungen  
der Interkantonalen Vereinbarung  
für soziale Einrichtungen**

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: –  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 100 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

nach Einsicht in die Botschaft 2018-DSAS-37 des Staatsrats vom 29. Juni 2020;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Der Kanton Freiburg tritt den Änderungen vom 23. November 2018 der Interkantonalen Vereinbarung vom 13. Dezember 2002 für soziale Einrichtungen (IVSE; SGF 834.0.4) bei; deren Wortlaut wird in Anhang 1 zu diesem Gesetz veröffentlicht.

## **ANNEXES SOUS FORME DE DOCUMENTS SÉPARÉS**

---

Annexe 1: Modifications de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (art. 1)

### **II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

### **III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

### **IV.**

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

## **ANHÄNGE IN DER FORM SEPARATER DOKUMENTE**

---

Anhang 1: Änderungen der Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen (Art. 1)

### **II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

### **III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

### **IV.**

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.



## ANNEXE 1

---

### Modifications de la convention intercantonale relative aux institutions sociales

du 23.11.2018

---

#### **Date de l'acte législatif, note (nouvelle)**

<sup>1)</sup> L'assemblée plénière CDAS a adopté la CIIS le 20 septembre 2002, et la Conférence des gouvernements cantonaux a approuvé la convention le 13 décembre 2002. Celle-ci a été modifiée par la Conférence de la convention CIIS le 14 septembre 2007.

#### **Art. 2 al. 1 domaine A, 2<sup>e</sup> par.**

S'il s'agit de l'exécution de mesures au sens de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs<sup>2)</sup>, la limite d'âge est de 25 ans révolus, quel que soit l'âge lors de l'admission.

<sup>2)</sup> RS 311.1

#### **Art. 5 al. 1<sup>bis</sup> (nouveau)**

<sup>1bis</sup> Si une personne établit son domicile civil en séjournant ou durant son séjour dans une institution en vertu de l'article 2 al. 1 domaine A, le canton du dernier domicile civil dérivé des parents ou d'un parent est tenu de garantir la prise en charge des frais.

#### **Art. 39 titre médian (nouveau)**

Entrée en vigueur de la CIIS du 13 décembre 2002

## ANHANG 1

---

### Änderungen der Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen

vom 23.11.2018

---

#### **Erlassdatum, Note (neu)**

<sup>1)</sup> Die IVSE wurde am 20. September 2002 von der Plenarversammlung SODK genehmigt und die Konferenz der Kantonsregierungen stimmte der Vereinbarung am 13. Dezember 2002 zu. Sie wurde am 14. September 2007 von der Vereinbarungskonferenz IVSE angepasst.

#### **Art. 2 Abs. 1 Bereich A, 2. Abs.**

Im Fall von Massnahmen gemäss dem Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht<sup>2)</sup> liegt die Altersgrenze unabhängig vom Eintrittsalter beim vollendeten 25. Altersjahr.

<sup>2)</sup> SR 311.1

#### **Art. 5 Abs. 1<sup>bis</sup> (neu)**

<sup>1bis</sup> Begründet eine Person mit dem Aufenthalt oder während des Aufenthaltes in einer Einrichtung gemäss Artikel 2 Abs. 1 Bereich A ihren zivilrechtlichen Wohnsitz am Standort der Einrichtung, ist der Kanton des letzten von den Eltern oder eines Elternteils abgeleiteten zivilrechtlichen Wohnsitzes für das Leisten der Kostenübernahmegarantie zuständig.

#### **Art. 39 Artikelüberschrift (neu)**

Inkrafttreten der IVSE vom 13. Dezember 2002

**Art. 39<sup>bis</sup> (nouveau)** Entrée en vigueur de la révision partielle de la CIIS du 23 novembre 2018

<sup>1</sup> La révision partielle du 23 novembre 2018 est applicable à tous les placements en cours et à venir dès son entrée en vigueur.

<sup>2</sup> Elle entre en vigueur au plus tard douze mois après qu'au moins dix-huit cantons y ont adhéré.

<sup>3</sup> Le comité de la CC fixe la date d'entrée en vigueur.

---

**Art. 39<sup>bis</sup> (neu)** Inkrafttreten der Teilrevision der IVSE vom 23. November 2018

<sup>1</sup> Die Teilrevision vom 23. November 2018 ist ab ihrem Inkrafttreten auf alle bestehenden und neuen Platzierungen anwendbar.

<sup>2</sup> Sie tritt spätestens nach 12 Monaten in Kraft, nachdem ihr mindestens 18 Kantone beigetreten sind.

<sup>3</sup> Der Vorstand VK legt das Datum des Inkrafttretens fest.

---